

Salariat, crise économique et socialisme : constat et perspectives

Résumé d'une intervention du camarade Vincent Gouysse pour l'OCF – France – Mars 2014

Il s'agit ici de la retranscription de l'essentiel de l'intervention du camarade. La cohérence et l'ordre des thèmes traités ne sont évidemment pas les mêmes que dans l'intervention originale qui n'était fixée sur aucun support.

- Exposition des éléments principaux de l'article : De la "liberté de la presse" sur le front de la « guerre des classes »... (en particulier des citations de Buffett et Swinton). http://marxisme.fr/download/en_bref/liberte_de_la_presse_et_guerre_des_classes.pdf

- La société bourgeoise, comme celles qui se sont succédées au cours des derniers millénaires (esclavage antique, féodalisme) est basée sur la domination d'une minorité exploiteuse, détentrice des moyens de production de l'existence : hier principalement la terre, aujourd'hui, la terre, les usines, les commerces, les moyens de transport et de communication. Le communisme consiste à instaurer la première société affranchie de toute forme d'exploitation du travail par une minorité exploiteuse, en instaurant la propriété commune sur les outils et moyens du travail. Sous le capitalisme, les travailleurs appelés prolétaires, sont forcés de vendre leur force de travail au patronat. Le prolétaire n'est certes pas l'esclave d'un patron en particulier, mais du patronat dans son ensemble, et ne peut se soustraire à cet esclavage sans risquer de mourir de faim.

- A travers le salaire, le patron ne paie pas la valeur du travail, mais seulement la valeur de la force de travail, c'est-à-dire la somme des moyens nécessaire à la reproduction de l'existence des travailleurs. Ces derniers sont ainsi dépossédés du produit de leur travail. Les salaires étant inférieurs à la valeur des marchandises produites, il s'ensuit qu'il y a une surproduction structurelle de marchandises. Chaque entreprise cherche à les vendre prioritairement sa production face à celle de ses concurrents en abaissant le coût de la marchandise fondamentale : le travail. Elle y arrive soit en baissant les salaires, soit en augmentant l'usage des robots, soit en augmentant la durée du travail. Dans tous les cas, cela conduit à aggraver la surproduction relative, puisque la masse de marchandise s'accroît alors que les débouchés stagnent ou se réduisent. C'est pourquoi le chômage et la misère sont des plaies "naturelles" sous le capitalisme.

- Seules l'industrie et l'agriculture produisent des richesses et les autres secteurs (commerce, services, transports) ne font que s'en accaparer une partie. Si les travailleurs du secteur productif industriel ne représentent que 10% de la population active (comme souvent en occident aujourd'hui), cela veut dire que les 90% du reste de la population vivent à son "crochet". Cela signifie que si le travail productif était réparti différemment (par exemple 50% de la population active), le temps de travail moyen pourrait être divisé par cinq à niveau de productivité industrielle égal (soit 7 heures par semaine) sans toucher au niveau des salaires ! Et ceci sans même compter la disparition de la consommation parasite des classes exploiteuses...

- La concurrence entre les entreprises privées au sein d'une nation se répercute à l'échelle internationale entre syndicats ou groupes de capitalistes "nationaux" (USA, UE, etc.). C'est une guerre commerciale permanente qui dégénère parfois en conflits locaux (pour le repartage des colonies et sphères d'influence) ou généralisés (quand ce repartage ne satisfait pas une des parties et

que des concurrents en viennent à vouloir s'annihiler mutuellement). Les deux premières guerres mondiales en sont des exemples frappants. Au final, ce sont toujours les peuples qui paient au prix fort ces rivalités, qu'elles soient pacifiques (on exige alors d'eux qu'ils se serrent la ceinture), ou qu'elles dégénèrent en conflit militaire.

- Il est essentiel de dénoncer le mythe (trotskiste-bourgeois) des dictatures personnels comme anti-marxiste. Le pouvoir politique est toujours en définitive le pouvoir de la classe qui domine économiquement et aucun dirigeant politique ne peut gouverner contre ses intérêts. Que ce soit Hitler (représentant des intérêts de l'impérialisme allemand revanchard en proie à la crise et à la recherche de colonies), ou Staline, représentant du prolétariat soviétique n'ayant d'autre choix que de réprimer les débris des classes exploiteuses déchues et de tenir en respect les pays bourgeois agressifs, la dictature personnelle n'existe pas. La dictature du prolétariat n'est pas la démocratie pour tous, mais c'est la seule et véritable démocratie pour les exploités qui veulent abolir l'esclavage salarié

- La politique extérieure de l'URSS (sous Staline) différait fondamentalement de celle de l'URSS social-impérialiste. Toutes deux représentaient les intérêts bien distincts de deux classes au pouvoir : d'un côté la classe ouvrière alliée à la paysannerie laborieuse ; de l'autre côté celle d'une néo-bourgeoisie étant parvenue à s'affranchir des mécanismes populaires de contrôle et à se constituer en une nouvelle classe exploiteuse au sein même des organismes politiques et économiques dirigeants.

Au gré de la Guerre d'extermination livrée par l'impérialisme allemand (environ 20 millions de morts soviétiques dont les 2/3 de civils), les rangs du PCUS (b) décimés de millions des meilleurs de ses membres, les éléments bureaucratiques et carriéristes sont parvenus à prendre le dessus après-guerre en URSS et en Europe de l'Est, après avoir liquidé physiquement les dirigeants historiques --- complot d'éléments sionistes-bourgeois des blouses blanches ---, une nécessité pour les liquidateurs à cause de leur grand prestige populaire.

Avant cette contre-révolution ayant converti l'URSS en puissant capitalisme monopoliste d'Etat, l'URSS avait été animée par la volonté d'aider matériellement et concrètement les peuples des pays d'Europe de l'Est et la Chine libérés du colonialisme à conquérir une autonomie industrielle les mettant à l'abri d'un nouvel asservissement économique à l'égard du Capital étranger. En Chine, la bourgeoisie monopoliste d'Etat reconnaît ainsi ouvertement que les industries lourdes (sidérurgie, transports, constructions mécaniques) édifiées avec le concours de l'URSS dans les années 1949-1954 ont fourni l'ossature industrielle qui a permis le décollage industriel indépendant du pays que nous connaissons aujourd'hui. Pour Staline, si la Chine parvenait à passer à l'étape de la révolution socialiste, alors elle constituerait un puissant allié, et dans le cas contraire, elle viendrait aggraver la concurrence avec les autres pays bourgeois...

Sous le pouvoir révisionniste, les nouveaux impérialistes mettront un terme à l'aide économique internationaliste (d'où la rupture sino-albano/soviétique), et riveront les pays "frères" à une asservissante division internationale du travail en tous points comparable à celle que les pays bourgeois d'Occident entretiennent avec leurs pays dépendants (du sucre pour Cuba "socialiste"), ce qui n'est guère mieux que les pays d'Afrique condamnés à produire *ad vitam aeternam* du bois, des minerais, des bananes, du cacao, etc., tandis que les industries les plus perfectionnées restent sur le sol des pays bourgeois dominants.

- Dans un autre domaine, mais de manière aussi équivoque, alors que la bourgeoisie anglo-américano-française "démocratique" apporta son soutien financier à Franco pour étouffer la résistance des démocrates et des communistes espagnols, alors qu'Hitler et Mussolini les combattaient par les armes, seule l'URSS prit fait et cause pour les progressistes espagnols (envoi gratuit de plus de 330 chars T-26 et BT-5 en Espagne durant la période 1936-1938).

- Les pays impérialistes dominants ont vu au cours des dernières décennies (1970 et suivantes), un nombre croissant de branches de leur industrie légères (textiles, biens de consommation divers, etc.), se délocaliser dans des pays dépendants à bas coût, ne gardant chez eux que les industries les plus perfectionnées, la production de connaissance (brevets et propriété intellectuelle). A la clef, un chômage croissant, mais compensé au moyen d'aides sociales pour garantir l'embourgeoisement de leurs propres travailleurs (on a moins tendance à se révolter quand les conditions de l'esclavage salarié sont relativement douces, qu'on mange à sa faim, qu'on a des loisirs), mais au prix de l'endettement public accéléré.

- L'impérialisme chinois, qui compte aujourd'hui plus de chercheurs que l'UE et voit rapidement augmenter ses dépôts de brevets, a aujourd'hui brisé cette division internationale du travail, et remonte des branches d'industrie de plus en plus technologiques (automobile, industrie mécanique, aéronautique, aérospatiale, ferroviaire à grande vitesse, électronique, énergétique, etc.). Il livre ainsi une concurrence croissante à ces futurs ex-pays impérialistes dominants et les mets de plus en plus en difficulté. Dans le même temps, les pays dépendants du monde entier tournent de plus en plus leur regard vers la future puissance impérialiste dominants, s'attirant ainsi le courroux de celles en déclin (qui restent encore militairement puissantes et en profitent, d'où une flambée du colonialisme (Récemment en Côte d'Ivoire, au Niger, au Mali, en Centrafrique, en Libye, en Syrie, etc.) Une politique qui peut freiner temporairement le repartage pacifique en cours des sphères d'influence (qui s'opère via le commerce et les flux d'investissements chinois), du moins jusqu'à ce que l'impérialisme chinois se soit doté de forces de projections militaires suffisantes pour les en dissuader (d'où la phobie des pays en déclin quand ils voient la Chine commencer à se doter de porte-avions...).

- Comme l'illustre l'évolution récente de la production sidérurgique (qui reflète la dynamique industrielle réelle ainsi que le niveau des investissements), le différentiel de développement économique déjà important avant la crise entre l'Occident et la Chine s'est accru avec elle : en 2013, la production d'acier de l'UE, des USA du Japon oscille entre 80 et 90 % de son niveau de 2007 en 2013 alors que celle de la Chine atteint 160% de son niveau. En 2013, la Chine a vu sa production augmenter de 7,5% (soit dans les mêmes proportions que son PIB), alors que l'UE (des 27) et les USA ont vu la leur baisser d'environ 2%. La production chinoise a représenté 49 % de la production sidérurgique mondiale.

- Cette dynamique n'est pas de peu d'importance, car comme le soulignait Marx, les travailleurs ne peuvent espérer obtenir l'amélioration des conditions de leur esclavage (au moyen des luttes) que dans des périodes de prospérité économique. Autrement, la bourgeoisie tend à durcir ces conditions, car la crise aggrave la concurrence entre pays, d'où les attaques multiformes dont ils sont victimes aujourd'hui (salaires, flexibilité, retraites, santé, éducation, impôts, etc.)

- Ces attaques n'ont aucune raison de cesser, même si notre bourgeoisie parvenait à ramener les salaires au niveau de ceux des chinois. En Chine, les ouvriers représentent 40% de la population active, soit le quadruple d'ici, donc à salaire égal les profits des entreprises monopolistes chinoises

pourront rester considérablement plus élevés... C'est pourquoi se battre pour le niveau des salaires est une double duperie : les travailleurs n'ont plus d'autre choix que de se battre pour l'abolition de l'esclavage salarié s'ils ne veulent pas poursuivre leur retour vers un mode de vie de plus en plus spartiate.

- De même, le prolétariat doit finir de rompre avec les préjugés démocratiques bourgeois aujourd'hui mis à mal. De plus en plus, les gens ont l'impression, comme le disait Marx, que "le gouvernement vivant de la conservation de toutes les vilenies, n'est lui-même que la vilénie au gouvernement". Pour rompre avec ceci, il faut le socialisme, qui instaure pour eux une vraie démocratie (c'est-à-dire qui ne s'arrête pas aux portes de l'entreprise et dont les décisions économiques soient exclues...). Cette démocratie est loin de celle du capitalisme, car sous le socialisme, tout élu est révocable par la base qui l'a élu en cours de mandat si jamais il venait à dévier du droit chemin, c'est-à-dire à manquer à ses obligations, à rechercher les privilèges, etc.

- Dans les conditions actuelles, la crise tend à accroître la concurrence entre les travailleurs au sein d'un même pays, d'où la flambée des tendances protectionnistes (Front de Gauche) racistes (Front National) et social-chauvines, la stigmatisation des couches d'origine immigrées accusées de "voler le travail" des travailleurs "autochtones". Ainsi, ce n'est plus la bourgeoisie qui est responsable du chômage, mais les délocalisations, la mondialisation, l'Europe, les étrangers, etc. On détourne ainsi la colère des travailleurs contre des chimères et on renforce la division en leur sein : la bourgeoisie est tranquille, personne ne viendra remettre en cause son pouvoir ! Le racisme est utilisé comme un paratonnerre pour que le capitalisme échappe aux coups des travailleurs, résumait Staline.

- La crise économique actuelle ne fait que débiter, et parallèlement à la poursuite de la montée en gamme de l'industrie chinoise, l'ensemble des pays impérialistes d'Occident vont affronter un déclasserement, comme celui dont fût victime le social-impérialisme soviétique qui vit sa sphère d'influence se disloquer en 1991 (une perspective prévue dans les années 1970 par Enver Hoxha, le chef historique de la révolution communiste albanaise). Cependant, tous les pays d'Occident ne seront pas égaux : certains comme la Russie (USA, Canada), riches en ressources minières et énergétiques pourront "limiter la casse", tandis que d'autres (Japon, UE), n'auront plus à vendre aux nouveaux capitalistes chinois dominants que la force de travail de leur prolétariat...

- Comme le disait Berthold Brecht, "ceux qui combattent ne sont pas certains de gagner, mais ceux qui ne se battent pas ont déjà perdu". Un communiste conscient ne peut évidemment pas rester les bras croisés, car lui-même et ses enfants auront à payer le prix croissant de devoir rester les victimes d'une société qui fait d'eux des esclaves.